

La déclaration d'indépendance de la Grèce

PAR CHRISTIAN SALMON
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 30 JUIN 2015

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

En annonçant dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 juin la tenue d'un référendum, Tsipras a fait voler en éclats le cadre juridique et comptable dans lequel voulaient l'enfermer les dirigeants de la zone euro. En soumettant aux citoyens grecs les mesures souhaitées par ses créanciers (Commission européenne, BCE, FMI), il a réintroduit le peuple souverain dans la négociation. Et mis au jour la guerre qui jusque-là se déroulait derrière le paravent des négociations.

Athènes, de notre envoyé spécial. - En annonçant dans la nuit de vendredi à samedi la tenue d'un référendum, Tsipras a fait voler en éclats le cadre étroitement juridique et comptable de la négociation dans lequel voulaient l'enfermer les dirigeants de la zone euro. En soumettant au peuple grec les mesures souhaitées par la troïka (Commission européenne, BCE, FMI), il a réintroduit le peuple souverain dans la négociation.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

En un **discours de quelques minutes**, Alexis Tsipras a redonné vie et sens à l'idée européenne, engluée dans le storytelling des institutions et des banquiers : « *La Grèce, qui a vu naître la démocratie, doit envoyer un message de démocratie retentissant.* » Il ne s'agit donc pas d'un coup politicien mais d'une clarification qui rétablit la question de la démocratie au cœur du débat européen. Il suffisait pour s'en rendre compte d'être présent lundi soir parmi les milliers de manifestants de la place Syntagma, à Athènes, devant le Parlement grec, écouter leurs chants et leurs slogans, voir des centaines de pancartes affichant le désormais fameux OXI (NON) qui ressemble tellement – dans son graphisme même – à un OUI ; un oui à autre chose. En appelant à ce référendum, Alexis Tsipras a mis un terme à des négociations qui n'avaient d'autre but que de l'amener à capituler. Mais il a fait plus :

il a prononcé ce qui pour les dirigeants européens et les créanciers constituent un véritable *casus belli* : une déclaration d'indépendance !

[[lire_aussi]]

En **appelant à voter oui** au référendum convoqué le 5 juillet par Alexis Tsipras, Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, n'a sans doute pas mesuré la portée de son geste : non seulement il a commis une ingérence dans les affaires intérieures d'un pays membre, mais il a légitimé *a posteriori* la tenue d'un référendum considéré comme une provocation par les dirigeants de l'Union européenne. Mais Juncker et la Commission n'en sont plus à une contradiction près, et lorsque la guerre est déclarée, on ne s'embarrasse pas de ce genre d'arguties – car désormais, plus de doute possible, la guerre est déclarée. Une « guerre » d'un genre nouveau qui n'a pas pour seul objet la dette grecque mais également le crédit politique de Syriza.



Une guerre d'un genre nouveau qui a pour théâtre d'opérations non plus les champs de bataille traditionnels mais les marchés financiers, et pour armes non plus des avions et des tanks mais les algorithmes informatiques et les avis des agences de notations. C'est une guerre de mouvement qui ne se déplace plus à la vitesse des troupes au sol mais au rythme des microsecondes des opérateurs virtuels de marché. Rythmes et algorithmes. Crédit et spéculation. Plus besoin d'assiéger les villes, on spéculé à la baisse sur la dette souveraine. On compose

les programmes et les gouvernements. On impose les réformes et les remaniements. Une classe politique aux ordres, peuplée de figurants. Il ne s'agit pas de négocier comme dans la diplomatie traditionnelle, il suffit de spéculer sur la chute d'un gouvernement. Et s'il lui arrive de résister, on déclenche un "bank run", une panique financière, comme on l'a vu la semaine dernière : **un véritable « coup d'État financier »**. L'agence Standard and Poor's ne s'y est pas trompée qui a qualifié le référendum de **mauvais signal pour la « stabilité économique »** du pays et a abaissé la note de la Grèce à CCC-, un signal de défiance à l'intention des marchés. Signe éclatant de la subordination des politiques européennes aux marchés financiers !

Mais c'est aussi une guerre médiatique qui oppose des récits rivaux et mobilise images et mots à des fins de persuasion ou d'envoûtement. C'est une guerre dont les batailles successives sont constituées de performances qui réussissent ou échouent. La fierté nationale est convoquée, bientôt battue en brèche par la peur du lendemain. La menace ou l'insulte sont mobilisées. Qui perd en position de négociation peut gagner en crédit de courage. Et vice versa. « Tsipras le tricheur », affirmait *Der Spiegel* après l'annonce du référendum grec. « La Grèce rackette l'Europe », tonnait *Bild*. Le correspondant de *Libération* à Bruxelles annonçait « la démission du président grec et l'annulation du référendum » ! **Le Monde légitimait à l'avance** un coup d'État contre le gouvernement Syriza. « Lui ou un autre », peu importe ! « Si Tsipras veut jouer au poker. Pourquoi pas nous ? » Mais qui « nous » ? Nous, les patriotes de la finance ? Nous, les légionnaires de l'ordolibéralisme ? Nous, les héritiers de l'oligarchie européenne ? La vérité sort de la bouche des enfants !

On a assez répété après Rudyard Kipling que « la première victime d'une guerre, c'est la vérité », et la guerre financière ne fait pas exception. Mais la vérité n'est pas seulement une victime collatérale, elle est aussi l'ennemi déclaré. Le monde virtuel de la finance a besoin de créer sa propre réalité. Comment spéculer sans les médias, sans la caisse de résonance des réseaux sociaux, sans le concours des petites mains qui rédigent les éditoriaux ?

C'est la première guerre spéculative, financière et numérique qui utilise les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour discréditer, intoxiquer, créer des épidémies de panique, déstabiliser un pouvoir souverain. Il ne s'agit pas de négocier comme dans la diplomatie traditionnelle mais de spéculer sur la chute d'un gouvernement.

Michel Feher a, à plusieurs reprises, sur son blog (lire [ici](#) et [là](#)), fort bien analysé le changement de paradigme politique qu'impose le néolibéralisme à ses opposants. Pour le combattre, il ne s'agit plus de négocier le partage des revenus du capital et du travail sur la base d'un rapport de force entre capitalistes et salariés mais de « *prendre pied sur les marchés des capitaux en sorte d'y modifier les conditions d'accréditation – et en l'occurrence, pour obtenir que le bien-être d'un peuple y soit davantage valorisé que sa disposition à se saigner pour renflouer le système bancaire* ». Et Michel Feher d'ajouter une considération stratégique : cela « *nécessite l'apparition de politiciens capables de spéculer pour leur compte* ». Selon lui, « *Yanis Varoufakis s'est imposé comme le premier d'entre eux... Le ministre des finances du nouveau gouvernement grec ne négocie pas : il spéculé et, mieux encore, contraint ses interlocuteurs à spéculer en retour sur ses intentions. Au lieu de marchander la restructuration de la dette grecque, il parie concurrentiellement sur la bonne volonté de chacun et sur le risque qu'il y aurait à y déroger* ».

A-t-il pour autant réussi à modifier « les conditions d'accréditation », c'est-à-dire à imposer que « *le bien-être d'un peuple [...] soit davantage valorisé que sa disposition à se saigner pour renflouer le système bancaire* » ? Selon Michel Feher, rien n'est moins sûr. À cela plusieurs raisons, dont la principale est liée à l'abondance des propositions avancées dans la négociation. Quand le ministre des finances allemand, Wolfgang Schäuble, s'en tenait à la tenaille « Canossa ou Grexit », les Grecs ont multiplié les propositions au risque de perdre en lisibilité. Ils ont par exemple, rappelle Michel Feher, proposé successivement le remplacement des obligations existantes par des obligations indexées sur la croissance ou par des

obligations perpétuelles ; que l'Europe aide la Grèce à mieux collecter l'impôt (investissements publics à cette fin) ; que l'Europe aide la Grèce à se réformer (budget militaire enflé, immunité de l'Église et des armateurs...).

Tsipras et Varoufakis ont défendu la souveraineté des Grecs, le respect du mandat reçu de leurs électeurs tout en ne cessant de répéter que leur engagement européen les amenait à transiger avec leur programme afin de trouver un terrain d'entente avec les créanciers. « *Tout est bon, malin et défendable dans cette panoplie* », conclut Feher, mais trop de richesses nuit parfois – pas le temps de taper suffisamment sur tous les clous pour se faire entendre – et par conséquent, on risque de donner l'impression de la dispersion, voire de se prêter à l'accusation d'amateurisme.



Ce n'est pas la première fois que les dirigeants de la zone euro bafouent la souveraineté des États qui la composent, mais jusque-là, lorsque des gouvernements furent renversés, comme celui de Papandréou ou celui de Berlusconi, ce fut au nez et à la barbe de l'opinion européenne, très discrètement, dans les couloirs du G20 à Cannes en 2013. Jamais une telle offensive n'avait été menée pendant plusieurs mois contre un État membre de l'Union européenne. Jamais la résistance des dirigeants désavoués par Bruxelles n'avait été aussi opiniâtre, dépassant le seul enjeu de la lutte contre l'austérité pour acquérir une valeur exemplaire. C'est de la démocratie en Europe

qu'il est question dans le référendum grec, comme l'a observé **Wolfgang Munchau dans le *Financial Times***, qui a accusé les créanciers de la Grèce de vouloir détruire la démocratie après avoir pillé son économie.

Quels arguments opposer à la propagande hyper réelle des pouvoirs financiers, qui désinforme et désoriente, qui affole et envoûte ? *Stricto sensu* : rien ! C'est une guerre aux moyens asymétriques : à la conquête des cœurs et des esprits, il n'y a guère que le cœur et l'esprit à opposer. Le courage d'Achille. La ruse d'Ulysse. La colère synchrone contre l'arrogance des puissants qui apprend aux personnes qu'elles peuvent être des citoyens. Mais cette colère a des effets performatifs puissants que les *spins doctors* ignorent. Les révolutions arabes ont bousculé des dictateurs.

En appelant les Grecs à dire un « grand non » aux créanciers, Tsipras a convoqué le grand récit national des Grecs, le grand Non de Metaxas à l'ultimatum de Mussolini le **28 octobre 1940**, une des deux fêtes nationales en Grèce. Chaque Grec connaît l'hommage de Churchill au courage des combattants : « *Dorénavant nous ne dirons pas que les Grecs combattent tels des héros, mais que les héros combattent tels des Grecs.* »

La construction européenne, tout en brandissant les grands idéaux de démocratie et de droits de l'homme, a constamment repoussé aux lendemains la question de la légitimité démocratique de ses institutions. Ses dirigeants ont toujours contourné le suffrage universel, comme lors de l'épisode du non au référendum de 2005. Ainsi elle n'a pas seulement contribué à déconstruire la souveraineté des États-nations qui la composent par des abandons de souveraineté, elle a fait émerger un nouveau « décisionnisme » non démocratique. Le pouvoir d'agir qui se manifeste à travers le contrôle de la monnaie et du territoire s'est émancipé du pouvoir de représentation. Les gouvernants élus ont été privés des leviers de la puissance, pendant que les nouvelles institutions européennes étaient déliées de toute représentativité. Cela a produit ce visage de Janus de l'insouveraineté européenne. D'un côté, des décisions sans visage ;

de l'autre, des visages impuissants. Résultat de cette dislocation : l'action est perçue comme illégitime et la parole politique a perdu toute crédibilité.

C'est cette construction acéphale que la crise grecque a démasquée. Les visages impuissants n'ont pas changé de physionomie mais les pouvoirs sans visage sont apparus au premier plan. Les personnages mêmes de cette série "larger than life" se sont mis à ressembler à leur caricature : Moscovici plus commis que commissaire, Maîtresse Merkel doublée de son valet Matti Schäuble, Jean-Claude Juncker en Monsieur Loyal du cirque « Europa ». Le fauteuil roulant de Schäuble et la moto de Varoufakis. D'un côté, les personnages d'une comédie où la méchanceté le dispute au ridicule, où les discours des puissants ne s'embarrassent même plus de sophismes et se révèlent comme la froide résolution du plus fort – comme dans la plus désespérante des fables de La Fontaine –, où le loup de Wall Street ne prend plus la peine de se déguiser en grand-mère Merkel pour dévorer à belles dents le chaperon rouge grec.

Depuis la victoire de Syriza en Grèce, la **guerre couvait** de manière sourde comme un feu de broussailles, enjambant les conseils européens, sautant d'une réunion de l'Eurogroupe à une autre, étouffée par un optimisme de commande, par les communiqués rassurants (comme les communiqués de guerre) évoquant des points de vue qui se sont rapprochés, par la perspective toujours repoussée d'un accord (toujours possible). Sur le boulier des ministres des finances, on alignait l'échéancier des remboursements et les réformes dites structurelles, coupes des budgets sociaux et des retraites, nouvelles rentrées fiscales... Comme l'usurier Shylock dans *Le Marchand de Venise* de Shakespeare, les créanciers entendaient bien prélever leur livre de chair sur le corps social grec, à défaut de pouvoir récupérer l'intégralité de la créance – quitte à jouer le pourrissement de la négociation avec la collaboration des médias acquis à leur cause... À l'écran, la tension entre négociateurs était presque palpable tout autant que les grandes claques que distribuait Jean-Claude Juncker en maître gogolien des pitreries européennes. Christine Lagarde alla jusqu'à réclamer des adultes dans la salle, oubliant

qu'elle jouait le rôle du gendarme dans un théâtre de Guignol, un gendarme qui, loin de veiller à la stabilité financière de la zone euro, attisait avec le concours de la BCE une panique bancaire en Grèce, afin de forcer le gouvernement de Syriza à capituler. En organisant le chaos d'un pays membre de la zone euro, ses dirigeants entendaient le mettre à genoux, au lieu de remplir leur mission de solidarité et de se porter à son secours. Ils ont ainsi bafoué l'esprit et la règle des fameux traités et se sont disqualifiés devant l'histoire.

Pendant ces longs mois de négociation, on a vu « les institutions » peu à peu tomber le masque de la rigueur et de la raison, perdre leur anonymat garant de leur efficacité et de leur puissance et prendre un visage qui est aussi un masque, pendant qu'une nouvelle génération politique incarnée par Tsipras et Varoufakis devenait les symboles d'une résistance des peuples à la domination des puissants, des rentiers, prenait la tête d'une rébellion contre cette Europe que Habermas a qualifiée de zombie et qui n'a plus en effet ni âme ni cœur.

Lagarde, Schäuble, Dijsselbloem, Draghi, peuvent avoir les meilleures agences de com du monde, elles ne peuvent rien pour eux. Le storytelling est efficace mais on ne ranime pas un zombie en lui soufflant des histoires dans les oreilles, le bouche à bouche narratif des puissants est impuissant devant la colère des peuples... Et peu à peu j'ai compris que ce à quoi l'on assistait n'était pas un théâtre ni une comédie ni même une série née du mixage de *Game of Thrones* et de *House of Cards*. Mais un processus irréversible, follement pathétique, une sorte de momification, de « zombification » de l'Europe.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

L'épisode grec n'était ni un aboutissement ni un prologue, ni la conséquence des arriérés de la dette européenne, ni l'incroyable affaissement de la *business class* européenne, qui fait que depuis un demi-siècle, génération après génération, sous la laque des privilèges, l'Union européenne gagne sans cesse en médiocrité, jusqu'à admettre en son sein néonazis, racistes, anti-immigrés...

Le décryptage des discours et des images, l'analyse scénographique et la sociologie culturelle ne suffisent plus à expliquer ce qui s'est passé au cours des derniers mois sur la scène européenne, car la vérité de ce processus ne relève pas d'une démystification ni d'une déconstruction mais d'un processus de révélation historique, d'éclaircissement. Une Europe en mal de souveraineté est apparue non pas médiatiquement mais immédiatement dans une sorte d'éclaircissement historique : *Aufklärung*. Kant définit l'*Aufklärung* comme une « sortie », une « issue » qui nous dégage de l'état de « minorité ». Mais que signifie cet état

de minorité pour Kant ? C'est un certain état de notre volonté qui nous fait accepter l'autorité de quelqu'un d'autre pour nous conduire dans les domaines où il convient de faire usage de la raison. La condition essentielle pour que l'homme sorte de son état de minorité, c'est que soit bien distingué ce qui relève de l'obéissance et ce qui relève de l'usage de la raison. C'est ce que viennent de faire les Grecs. En dénonçant l'irrationalité des créanciers, ils les ont décrédibilisés. Désormais les choses sont clairement réparties : d'un côté une autorité sans raison, en perte de crédibilité, celle de l'Europe, de l'autre une raison commune en marche vers son autorité, celle de l'histoire.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitran ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.